



Le 10 octobre 2017

tous les fonctionnaires sont appelés à la grève et à manifester

Voici les raisons pour de ne pas accepter les nombreuses mesures contre les fonctionnaires et leurs droits, et toutes les raisons pour faire grève !

De même qu' il entend liquider avec les ordonnances les garanties des salariés du privé inscrites dans le code du travail, le gouvernement multiplie dans une même logique les attaques contre les fonctionnaires et leur statut.

Alors que le gouvernement déverse des dizaines de milliards au capital et aux plus hauts revenus (baisse de l'IS à 25 %, imposition à 30 % maximum des revenus de valeurs mobilières, quasi disparition de l'ISF, exonération massive de cotisations sociales...), **il bloque la valeur du point d'indice**, imposant aux fonctionnaires une nouvelle perte substantielle de pouvoir d'achat.

Il entend développer la rémunération au mérite dans la continuité de PPCR avec le Régime Indemnitaire en fonction des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), synonyme d'individualisation, de mobilité forcée et d'explosion des régimes indemnitaires existants.

Il rétablit le jour de carence à compter du 1^{er} janvier 2018, promet **austérité accrue et suppressions d'emplois** (120 000 suppressions nettes dans toute la Fonction publique d'ici la fin du quinquennat sur les trois versants de la fonction publique).

Le gouvernement veut instaurer une valeur de point d'indice suivant les trois versants de la fonction publique (état, territoriale, hospitalière) et **développer les privatisations** en convoquant d'ici la fin de l'année un « grand forum » avec les élus et les organisations syndicales sur les missions de service public.

Il entend procéder au **transfert des cotisations salariales vers l'impôt CSG**, ce qui signifierait la fin de la Sécurité sociale fondée sur les cotisations ouvrant des droits aux salariés. Et pour les fonctionnaires il apparaît également que le relèvement de la CSG signifierait une perte supplémentaire de pouvoir d'achat.

Il souhaite aussi instaurer **un régime universel de retraite par points**, ce qui signifierait la fin du régime particulier de retraite des fonctionnaires fondé sur le code des pensions civiles et militaires et se traduirait inévitablement par un recul du montant des pensions.

A la DGFIP, cette même politique conduit à la liquidation de nos missions, de notre réseau et de nos droits. PPCR a entraîné la suppression de l'avancement accéléré (un mois, deux mois) et allongé de fait le déroulement des carrières. La généralisation de RIFSEEP est prévue pour le 1^{er} janvier 2019. la DG envisage de limiter à cinq le nombre de présentations par concours.

La mise en pièces de la fiscalité en faveur des plus riches et des entreprises prépare la disparition de services entiers d'assiette et de contrôle de notre administration. Le prélèvement à la source qui n'est pas abandonné prépare la privatisation de collecte et la fusion IR-CSG.

Dans le département l'ASR 2018 se traduit par la scission des trésoreries mixtes et **la fermeture de services entiers** : trésoreries de Châtillon et Malakoff, SIE de Montrouge et La Défense. En parallèle la direction veut procéder à la contraction à cinq du nombre de RAN (Résidences d'Affectation Nationale) contre seize il y a un an, afin de faciliter les restructurations et imposer la mobilité.

Depuis 2009, 500 emplois ont été supprimés dans le 92. Combien en 2018 ?

Le taux de vacances reste élevé. Nos conditions de travail ne cessent de se détériorer, ce qui a conduit les organisations syndicales à quitter le CTL du 14 septembre et à appeler ensemble les agents à se réunir et à établir partout leurs revendications pour les porter à la direction. D'ores et déjà sur plusieurs sites des délégations se constituent.

Tous ensemble pour :

- stopper l'entreprise de casse sociale généralisée du gouvernement Macron-Darmanin.
- stopper les politiques destructrices de démantèlement de la Fonction publique et de notre administration.

Ensemble pour les revendications :

-
- Défense du Statut général et des statuts particuliers ; retrait des ordonnances
 - Rattrapage des pertes de pouvoir d'achat par le relèvement du point d'indice
 - Non à l'augmentation de la CSG. Maintien de la Sécurité sociale financée par les cotisations
 - Retrait du PPCR et du RIFSEEP
 - Préservation du Code des pensions civiles et militaires
 - Arrêt des suppressions d'emplois ; pourvoi des postes vacants
 - Arrêt des suppressions et restructurations de services
 - Non à la réduction du nombre de RAN
 - Maintien du réseau de la DGFIP : maintien de trésoreries mixtes, NON à la fermeture des trésoreries de Malakoff et Châtillon et des SIE de Montrouge et La Défense.
 - Retrait du plan ASR 2018.
-

Réunissons- nous, mobilisons- nous ! Établissons partout les revendications par service !

le 10 octobre

Tous en grève et en manifestation !